

BILAN ACTIF

ACTIF (En millions de dirhams)	31-Déc-25	31-Déc-24
Goodwill	110	110
Immobilisations incorporelles, net	192	196
Immobilisations corporelles, net	1 108	1 132
Actifs biologiques	38	38
Immeubles de placement, net	4	4
Participations dans les entreprises associées	26	26
Autres actifs financiers	26	28
- Prêts et créances, net	5	7
- dont titres de participation consolidés	0	0
- Actifs financiers disponibles à la vente	21	21
Autres débiteurs non courants	79	85
Impôts différés actifs	87	56
Actif non courant	1 671	1 674
Autres actifs financiers	630	674
- Instruments financiers dérivés	624	668
- Prêts et créances et placements, net	6	6
Stocks et en-cours, net	1 306	1 178
Créances clients, net	666	785
Autres débiteurs courants, net	560	547
Trésorerie et équivalent de trésorerie	469	456
Actif courant	3 631	3 640
TOTAL ACTIF	5 302	5 314

BILAN PASSIF

PASSIF (En millions de dirhams)	31-Déc-25	31-Déc-24
Capital	276	276
Réserves	1 376	1 474
Écarts de conversion	11	-7
Résultat net part du groupe	8	24
Capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires de la société mère	1 672	1 768
Intérêts minoritaires	-11	-14
Capitaux propres de l'ensemble consolidé	1 661	1 753
Provisions	59	69
Avantages du personnel	272	250
Dettes financières non courantes	298	269
- Dettes envers les établissements de crédit	1	3
- Dettes liées aux contrat de location financement	296	266
Dettes d'impôts sur les sociétés	12	12
Impôts différés Passifs	44	46
Passif non courant	685	646
Dettes financières courantes	811	866
- Instruments financiers dérivés	634	634
- Dettes envers les établissements de crédit	176	231
Dettes fournisseurs courantes	2 004	1 730
Autres créditeurs courants	142	318
Passif courant	2 956	2 914
TOTAL PASSIF	3 641	3 560
TOTAL CAPITAUX PROPRES ET PASSIF	5 302	5 314

ETAT DES AUTRES ÉLÉMENTS DU RÉSULTAT GLOBAL

(En millions de dirhams)	31-Déc-25	31-Déc-24
Résultat de l'exercice	5	18
Autres éléments du résultat global (bruts d'impôts)		
Partie efficace des produits ou pertes sur instruments de couverture de flux de trésorerie	-1	16
Écarts actuariels sur les obligations des régimes à prestations définies	-18	-43
Impôt sur le résultat sur les autres éléments du résultat global	6	10
Autres éléments du résultat global nets d'impôts	-13	-17
RÉSULTAT GLOBAL TOTAL DE L'ANNÉE	-8	1
Dont Intérêts minoritaires	-3	-6
Dont Résultat global net - Part du Groupe	-11	-4

COMPTE DE RÉSULTAT CONSOLIDÉ

(En millions de dirhams)	31-Déc-25	31-Déc-24
Chiffre d'affaires	5 378	5 455
Autres produits de l'activité	143	-254
Produits des activités ordinaires	5 521	5 201
Achats	-4 409	-4 037
Autres charges externes	-420	-362
Frais de personnel	-350	-319
Impôts et taxes	-15	-11
Amortissements et provisions d'exploitation	-188	-138
Autres produits et charges d'exploitation nets	-39	1
Charges d'exploitation courantes	-5 422	-4 867
RÉSULTAT D'EXPLOITATION COURANT	99	334
Cessions d'actifs	29	4
Écarts d'acquisition négatifs	-6	-
Autres produits et charges d'exploitation non courants	0	-172
Autres produits et charges d'exploitation	22	-168
Résultat des activités opérationnelles	121	166
Produits d'intérêts	23	14
Charges d'intérêts	-37	-46
Résultats sur instruments financiers *	1	-8
Autres produits et charges financiers	-31	-9
Résultat financier	-43	-49
Résultat avant impôt des entreprises intégrées	78	117
Impôts sur les bénéfices	-102	-117
Impôts différés	27	17
Résultat net des entreprises intégrées	3	16
Part dans les résultats des sociétés mises en équivalence	2	2
Résultat net des activités poursuivies	5	18
Résultat net des activités abandonnées		
Résultat de l'ensemble consolidé	5	18
Dont Intérêts minoritaires	-3	-6
Dont Résultat net - Part du Groupe	8	24
Résultat net par action en dirhams		
- de base	0	1
- dilué	0	1

* Pour une meilleure lisibilité, les résultats sur instruments financiers ont été classés en résultat financier

TABLEAU DES FLUX DE TRÉSORERIE CONSOLIDÉ

(En millions de dirhams)	31-Déc-25	31-Déc-24
Résultat net de l'ensemble consolidé	5	18
Ajustements pour:		
Résultats des sociétés mises en équivalence	-2	-2
Dotations aux amortissements et provisions, pertes de valeur	136	116
Profits / pertes de réévaluation (juste valeur)	49	-29
Résultats de cession et des pertes et profits de dilution	-61	-22
Produits des dividendes	0	0
Capacité d'autofinancement après coût de l'endettement financier net et impôt	127	80
Élimination de la charge (produit) d'impôts	75	101
Élimination du coût de l'endettement financier net	37	46
Capacité d'autofinancement avant coût de l'endettement financier net impôt	239	227
Incidence de la variation du BFR	5	441
Impôts payés	-62	-128
Flux net de trésorerie liés aux activités opérationnelles	182	541
Acquisition d'immobilisations corporelles et incorporelles	-61	-159
Variation des autres actifs financiers	2	0
Cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles	29	4
Dividendes reçus	1	0
Intérêts financiers versés	-37	-46
Flux net de trésorerie liés aux activités d'investissement	-66	-201
Augmentation et Réduction de capital	-6	0
Émission de nouveaux emprunts	16	39
Remboursement d'emprunts	-2	-3
Dividendes payés aux actionnaires de la société mère	-83	-55
Variation de comptes courants associés	27	-66
Flux net de trésorerie provenant des activités de financement	-48	-85
Incidence de la variation des taux de change	0	7
VARIATION DE LA TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE	68	261
Trésorerie et équivalents de trésorerie net à l'ouverture	226	-34
Trésorerie et équivalents de trésorerie net à la clôture	294	226
VARIATION DE LA TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE	68	261

TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS

En millions de dirhams	Capital	Réserves Non Distribués	Réserves de conversion	Réserves des opérations de couverture	Total Capitaux propres part du groupe	Intérêt minoritaire	Total capitaux propres
Au 1er janvier 2024	276	1 541	-10	4	1 811	-10	1 802
Effets des changements de méthode comptable/correction d'erreur					0		0
Montants retraités à l'ouverture	276	1 541	-10	4	1 811	-10	1 802
Variation des capitaux propres	-	-	-	-	-	-	0
Résultat de l'exercice	-	24	-	-	24	-6	18
Autres éléments du résultat global nets d'impôts	-	-	-	-	-	-	0
Var. nette de juste valeur des instruments financiers	-	-	-	16	27	-	27
Pertes et profits de conversion	-	-	5	0	5	1	5
Variation de juste valeur écarts actuariels	-	-	-	-	-43	-	-43
Résultat global total de l'année	-	-9	5	16	12	-5	7
Dividendes distribués	-	-55	-	-	-55	-	-55
Changement de périmètre	-	0	-	-	0	0	0
Autres variations	-	2	-	--	0	-	0
Total des transactions avec les actionnaires	-	-53	-	--	-56	1	-55
Au 31 décembre 2024	276	1 479	-5	18	1 768	-14	1 753
Au 1er janvier 2025	276	1 479	-5	18	1 768	-14	1 753
Effets des changements de méthode comptable/correction d'erreur							
Montants retraités à l'ouverture	276	1 479	-5	18	1 768	-14	1 753
Variation des capitaux propres	-	-	-	-	-	-	0
Résultat de l'exercice	-	8	-	-	8	-3	5
Var. nette de juste valeur des instruments financiers	-	-	-	0	0	-	0
Pertes et profits de conversion	-	-	-2	0	-2	-	-2
Variation de juste valeur écarts actuariels	-	-12	-	-	-12	-	-12
Résultat global total de l'année	-	-4	-2	0	-7	-3	-10
Dividendes distribués	-	-83	-	-	-83	-	-83
Changement de périmètre	-	-	-	-	0	-	0
Autres variations	-	-	-	-	0	-	0
Total des transactions avec les actionnaires	-	-83	0	0	-83	0	-83
Au 31 décembre 2025	276	1 392	-8	18	1 678	-18	1 661

NOTES AUX COMPTES CONSOLIDÉS

NOTE 1. DESCRIPTION DE L'ACTIVITÉ

Lesieur Cristal est une société anonyme de droit marocain, soumise à l'ensemble des textes régissant les sociétés commerciales au Maroc. La société a son siège social au 1, Rue du Caporal Corbi, Roches Noires – Casablanca et est cotée à la Bourse de Casablanca au 1er compartiment. Le Groupe Lesieur Cristal est spécialisé dans le secteur des corps gras (huiles alimentaires et margarines). Les comptes et informations sont présentés en millions de dirhams Marocains (MDH), sauf les informations par action qui sont présentées en dirhams.

NOTE 2. ÉVÈNEMENTS SIGNIFICATIFS INTERVENUS AU COURS DE LA PÉRIODE

Périmètre de consolidation Au cours du 4ème trimestre 2025, le groupe a porté sa participation dans sa filiale Oléosen de 90,16% à 94,75%, sans impact sur les comptes consolidés.

NOTE 3. RÈGLES ET MÉTHODES COMPTABLES

En application de l'avis n°5 du Conseil National de la Comptabilité (CNC) du 26 mai 2005 et conformément aux dispositions des articles 2.7 et 2.8 de la circulaire 03/19 de l'Autorité Marocaine du Marché des capitaux, les états financiers consolidés du Groupe Lesieur Cristal sont préparés en conformité avec les normes comptables internationales adoptées au sein de l'Union Européenne au 30 Juin 2025 et telles que publiées à cette même date.

Les normes comptables internationales comprennent les IFRS (International Financial Reporting Standards), les IAS (International Accounting Standards) et leurs interprétations SIC et IFRIC (Standards Interpretations Committee et International Financial Reporting Interpretations Committee).

Le Groupe suit régulièrement les dernières publications de l'IASB et de l'IFRIC.

NOTE 4. PÉRIMÈTRE DE CONSOLIDATION AU 31 DÉCEMBRE 2025

Périmètre de consolidation Au cours du 4ème trimestre 2025, le groupe a porté sa participation dans sa filiale Oléosen de 90,16% à 94,75%, sans impact sur les comptes consolidés.

NOTE 5. PRINCIPAUX IMPACTS DES RETRAITEMENTS IFRS

Le résultat consolidé IFRS au 31 Décembre 2025 du Groupe Lesieur Cristal est impacté par les principaux retraitements suivants :

IAS 37 Provisions : -6 MDH.

Elimination des dotations et reprises des provisions ne répondant pas aux critères de comptabilisation selon les normes IFRS.

IAS 38 Immobilisations incorporelles : +5MDH.

Annulation des charges à répartir.

IAS 16 Immobilisations corporelles : -10 MDH.

Retraitement des amortissements des immobilisations selon des durées économiques.

IFRS 16 : -10 MDH.

retraitements des contrats de locations.

IAS 12 Impôts sur le résultat : +27 MDH.

Constatation des ID sur différences temporaires et des ID des différents retraitements.



4, Rue Maati Jacobelli (Ex RueFria)
Anfa-Casablanca
Maroc

Aux Actionnaires de la société
LESIEUR CRISTAL S.A.
Casa Business Towers, Tour Mainstreet
Bd Main Street, Casa Anfa
Casablanca

RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES EXERCICE DU 1^{ER} JANVIER AU 31 DECEMBRE 2025

AUDIT DES ETATS FINANCIERS CONSOLIDES

Opinion

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés de la société LESIEUR CRISTAL S.A. et de ses filiales (le « groupe »), qui comprennent l'état consolidé de la situation financière au 31 décembre 2025, ainsi que le compte de résultat consolidé et l'état consolidé du résultat global, l'état consolidé des variations des capitaux propres et le tableau consolidé des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, ainsi que les notes annexes, y compris un résumé des principales méthodes comptables. Ces états financiers consolidés font ressortir un montant de capitaux propres consolidés de 1 661 MMAD dont un bénéfice net consolidé de 5 MMAD.

Nous certifions que les états financiers consolidés cités au premier paragraphe ci-dessus, sont réguliers et sincères et donnent dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière consolidée du groupe au 31 décembre 2025, ainsi que de sa performance financière consolidée et de ses flux de trésorerie consolidés pour l'exercice clos à cette date, conformément aux Normes Internationales d'Information Financière (IFRS).

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit selon les Normes de la Profession au Maroc. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers consolidés » du présent rapport. Nous sommes indépendants du groupe conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à l'audit des états financiers consolidés au Maroc et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Questions clés de l'audit

Les questions clés de l'audit sont les questions qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes dans l'audit des états financiers consolidés de la période considérée. Ces questions ont été traitées dans le contexte de notre audit des états financiers consolidés pris dans leur ensemble et aux fins de la formation de notre opinion sur ceux-ci, et nous n'exprimons pas une opinion distincte sur ces questions.

• Evaluation des écarts d'acquisition (Goodwill)

Risque identifié

Le Groupe Lesieur Cristal a réalisé des opérations de croissance externes ayant conduit à la comptabilisation d'écarts d'acquisition à l'actif du bilan consolidé. Ces écarts correspondent à la différence entre le prix d'acquisition des sociétés acquises et les juste-valeurs des actifs et passifs identifiables repris à la date d'acquisition. Au 31 décembre 2025, la valeur de ces écarts d'acquisition s'élève à 110 MMAD.

Les écarts d'acquisition font l'objet de tests de dépréciation au moins une fois par an ou dès la présence d'un indice de perte de valeur. Lorsque leur valeur recouvrable devient inférieure à la valeur comptable, une dépréciation est comptabilisée. Les informations concernant les méthodes de détermination de la valeur recouvrable sont détaillées dans la note 3.12 des annexes aux comptes consolidés.

En conséquence, nous avons considéré ce sujet comme un point clé de l'audit compte tenu de l'importance de ce poste dans le bilan consolidé du Groupe et du niveau de jugement de la direction dans le choix de la méthode de détermination de la valeur recouvrable.

Réponse d'audit :

Dans le cadre de nos diligences, nous avons procédé à :

- L'analyse de la méthodologie retenue par Lesieur Cristal ;
- L'examen des plans d'affaires approuvés par la Direction Générale de Lesieur Cristal pour s'assurer du caractère raisonnable des estimations de flux futurs dégagés ;
- L'analyse des principales hypothèses et paramètres utilisés ;
- Le recalcul des valeurs d'utilités déterminées pour les principaux écarts d'acquisition.

• Dépréciation des créances clients

Risque identifié

Au 31 décembre 2025, la valeur nette des créances clients s'élève à 666 MMAD représentant 13% du total bilan du Groupe. La Direction évalue les créances clients selon les modalités exposées dans la note 21 des annexes aux comptes consolidés. La dépréciation fait l'objet d'une appréciation au cas par cas en fonction des risques encourus.

En conséquence, nous avons considéré ce sujet comme un point clé de l'audit compte tenu de l'importance de ce poste dans le bilan consolidé du Groupe et du niveau de jugement requis par la direction pour l'estimation des provisions.

Réponse d'audit :

Dans le cadre de nos diligences, nous avons examiné les principes d'identification des créances douteuses et les méthodes de dépréciation des créances clients, en procédant à :

- L'analyse des hypothèses retenues pour calculer les provisions pour dépréciation des créances clients, notamment à travers l'examen de la balance âgée et de l'analyse des retards de paiement ;
- L'analyse des paiements reçus après la date de clôture pour les créances clients échues à forte antériorité les plus significatives ;
- La vérification du calcul de la provision pour dépréciation afin de s'assurer de sa conformité avec les règles définies par le Groupe ;
- La circularisation des avocats et l'analyse des réponses reçues, afin d'identifier d'éventuelles difficultés de recouvrement qui n'auraient pas donné lieu au traitement comptable approprié.



76, Bd Abdelmoumen
Résidence Koutoubia, 7ème étage
Casablanca - Maroc

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers consolidés

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers consolidés conformément aux IFRS, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers consolidés exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers consolidés, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité du groupe à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions se rapportant à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider le groupe ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière du groupe.

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers consolidés

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes de la profession au Maroc permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, individuellement ou collectivement, elles puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers consolidés prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes de la profession au Maroc, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

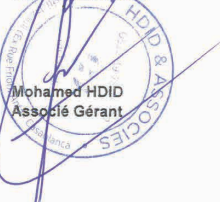
- Nous identifions et évaluons les risques que les états financiers consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- Nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne du groupe ;
- Nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière ;
- Nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité du groupe à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener le groupe à cesser son exploitation ;
- Nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers consolidés, y compris les informations fournies dans les notes, et apprécions si les états financiers consolidés représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle ;
- Nous obtenons des éléments probants suffisants et appropriés concernant les informations financières des entités et activités du groupe pour exprimer une opinion sur les états financiers consolidés. Nous sommes responsables de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit du groupe. Nous assumons l'entière responsabilité de l'opinion d'audit.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

Casablanca, le 23 avril 2026

Les Commissaires aux Comptes

HDID & ASSOCIÉS



FORVIS MAZARS



BILAN ACTIF

du 01/01/2025 au 31/12/2025

	(Montants en dhs)			EXERCICE		EXERCICE PRÉCÉDENT	
	Brut	Amortissements et provisions	Net				
ACTIF IMMOBILISÉ							
Immobilisations en non valeur (A)	93 271 921,69	75 243 390,52	18 028 531,17			27 339 562,51	
Frais préliminaires							
Charges à répartir sur plusieurs exercices	93 271 921,69	75 243 390,52	18 028 531,17			27 339 562,51	
Primes de remboursement des obligations							
Immobilisations incorporelles (B)	232 950 561,51	78 660 647,32	154 289 914,19			158 475 538,60	
Immobilisations en recherche et développement							
Brevets, marques, droits et valeurs similaires	142 681 873,13	56 758 166,94	85 923 706,19			90 109 330,60	
Fonds commercial	90 268 688,38	21 902 480,38	68 366 208,00			68 366 208,00	
Autres immobilisations incorporelles							
Immobilisations corporelles (C)	2 352 987 278,93	1 912 447 959,37	440 539 319,56			449 787 378,39	
Terrains	64 771 013,48		64 771 013,48			64 771 013,48	
Constructions	301 203 332,32	253 905 151,50	47 298 181,82			57 455 724,48	
Installations techniques, matériel et outillages	1 761 137 369,72	1 529 860 173,60	231 277 196,12			222 651 563,93	
Matériel de transport	25 080 903,10	25 080 903,10	-			-	
Mobilier, matériel de bureau, aménagements divers	115 719 262,07	103 601 731,17	12 117 531,90			7 627 922,26	
Autres immobilisations corporelles	826 559,28		826 559,28			-	
Immobilisations corporelles en cours	84 248 838,96		84 248 839,96			97 281 154,24	
Immobilisations financières (D)	581 460 891,92	175 940 629,37	405 520 262,55			404 715 500,71	
Prêts immobilisés	4 789 918,23		4 789 918,23			5 136 224,66	
Autres créances financières	3 990 463,22		3 990 463,22			3 990 463,22	
Titres de participations	572 680 510,47	175 940 629,37	396 739 881,10			395 588 812,83	
Autres titres immobilisés							
Écart de conversion - Actif (E)							
Diminution des créances immobilisées							
Augmentations des dettes de financement							
TOTAL I (A+B+C+D+E)	3 260 670 654,05	2 242 292 626,58	1 018 378 027,47			1 040 317 980,21	
Stocks (F)	1 297 348 077,52	98 120 053,85	1 199 228 023,67			1 068 755 414,95	
Marchandises	24 468 759,27	6 530 221,62	17 938 537,65			35 203 339,13	
Matières et fournitures consommables	786 767 368,10	89 562 827,42	697 204 540,68			620 437 662,28	
Produits en cours	127 957 972,52	2 004 554,12	125 953 418,40			113 081 374,94	
Produits intermédiaires et produits résiduels	180 348,81		180 348,81			400 141,37	
Produits finis	357 973 628,82	22 450,69	357 951 178,13			299 632 897,23	
Créances de l'actif circulant (G)	1 717 190 192,14	379 685 694,48	1 337 504 497,66			1 434 208 506,48	
Fournisseurs débiteurs, avances & acomptes	53 091 986,70		53 091 986,70			60 709 973,19	
Clients et comptes rattachés	813 373 465,01	227 192 484,07	586 180 980,94			657 977 920,72	
Personnel	11 814 269,44	2 978 242,92	8 836 026,52			9 441 046,73	
État	427 816 352,38		427 816 352,38			384 016 343,98	
Compte d'associés	403 094 182,00	145 331 080,22	257 763 101,78			315 357 457,98	
Autres débiteurs	7 557 106,29	4 183 887,27	3 373 219,02			2 471 531,27	
Comptes de régularisation actif	442 830,32		442 830,32			4 234 232,61	
Titres et valeurs de placement (H)	352 444 486,48		352 444 486,48			253 969 679,44	
Écarts de conversion-Actif (I) Éléments circulants							
TOTAL II (F+G+H+I)	3 366 982 756,14	477 805 748,33	2 889 177 007,81			2 756 933 600,87	
TRESORERIE-Actif	92 001 783,69		92 001 783,69			123 622 833,64	
Chèques et valeurs à encaisser	10 043 395,12		10 043 395,12			50 224 581,60	
Banques, Trésorerie Générale et C.C.P débiteurs	76 972 920,87		76 972 920,87			65 148 236,16	
Caisses, Régies d'avances et accreditifs	4 985 467,70		4 985 467,70			8 250 015,88	
TOTAL III	92 001 783,69		92 001 783,69			123 622 833,64	
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III)	6 719 655 193,88	2 720 098 374,91	3 999 556 818,97			3 920 874 414,72	

BILAN PASSIF

du 01/01/2025 au 31/12/2025

	(Montants en dhs)		EXERCICE		EXERCICE PRÉCÉDENT	
FINANCEMENT PERMANENT						
CAPITAUX PROPRES			1 505 166 204,75		1 638 326 837,68	
Capital social ou personnel (1)			276 315 100,00		276 315 100,00	
Moins : actionnaires, capital souscrit non appelé						
Capital appelé			276 315 100,00		276 315 100,00	
dont versé			276 315 100,00		276 315 100,00	
Primes d'émission, de fusion & d'apport						
Écart de réévaluation						
Réserve légale			27 631 510,00		27 631 510,00	
Autres réserves			827 623 799,70		827 623 799,70	
Report à nouveau			423 861 897,98		469 291 038,68	
Résultats nets en instance d'affectation (2)					-0,00	
Résultat net de l'exercice (2)			-50 266 102,93		37 465 389,30	
Total des capitaux propres (A)			1 505 166 204,75		1 638 326 837,68	
Capitaux propres assimilés (B)			33 069 490,34		53 381 872,58	
Subventions d'investissement						
Provisions pour amortissement dérogatoires			33 069 490,34		53 381 872,58	
Provisions réglementées						
Dettes de financement (C)			8 996 717,07			
Emprunts obligataires						
Autres dettes de financement			8 996 717,07			
Provisions durables pour risques et charges (D)			25 952 324,52		13 398 324,56	
Provisions pour risques			25 952 324,52		13 398 324,56	
Provisions pour charges						
Écart de conversion - Passif (E)						
Augmentation des créances immobilisées						
Diminution des dettes de financement						
TOTAL I (A + B + C + D + E)			1 573 184 736,68		1 705 107 034,82	
Dettes du passif circulant (F)			2 291 069 379,58		2 110 510 071,39	
Fournisseurs et comptes rattachés			1 923 174 786,79		1 625 119 538,93	
Clients créditeurs, avances et acomptes			2 332 306,80		1 984 859,08	
Personnel			24 577 927,27		25 761 396,38	
Organismes sociaux			24 228 726,06		29 998 515,06	
État			42 560 362,15		191 736 080,56	
Comptes d'associés			272 638 602,00		233 580 045,62	
Autres créanciers			1 556 668,51		2 249 635,76	
Comptes de régularisation - passif			-		80 000,00	
Autres provisions pour risques et charges (G)			58 396 767,29		59 337 154,12	
Écarts de conversion Passif (éléments circulants) (H)						
TOTAL II (F + G + H)			2 349 466 146,87		2 169 847 225,51	
TRESORERIE-Passif			76 905 935,42		45 920 154,39	
Crédits d'escompte						
Crédits de trésorerie					39 953 188,00	
Banques (Soldes créditeurs)			76 905 935,42		5 966 966,39	
TOTAL III			76 905 935,42		45 920 154,39	
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III)			3 999 556 818,97		3 920 874 414,72	

(1) Capital personnel débiteur
(2) Bénéficiaire (+), déficitaire (-)

COMPTE DE PRODUITS ET CHARGES (Hors Taxes)

	(Montants en dhs)	Exercice du 1 ^{er} janvier 2025 au 31 Décembre 2025			
		OPÉRATIONS		TOTALS DE L'EXERCICE	TOTALS DE L'EXERCICE PRÉCÉDENT
		Propres à l'exercice (1)	Concernant les exercices précédents (2)		
EXPLOITATION					
I Produits d'exploitation	4 953 866 248		4 953 866 248,38	4 923 869 898,12	
Ventes de marchandises (en l'état)	268 192 428,46		268 192 428,46	171 888 696,50	
Ventes de biens et services produits	4 472 247 045,46		4 472 247 045,46	4 605 832 082,44	
Chiffre d'affaires	4 740 439 473,92		4 740 439 473,92	4 777 720 778,94	
Variation de stocks de produits (+ ou -) (1)	77 512 571,58		77 512 571,58	-55 243 985,47	
Immobilisations produites par l'entreprise pour elle-même					
Subventions d'exploitation	276 994,00		276 994,00	534 656,00	
Autres produits d'exploitation	45 040 850,65		45 040 850,65	21 115 268,04	
Reprises d'exploitation : transferts de charges	90 596 358,23		90 596 358,23	179 743 180,61	
TOTAL I	4 953 866 248,38		4 953 866 248,38	4 923 869 898,12	
II Charges d'exploitation	4 771 851 365,45	118 711,35	4 771 970 076,80	4 667 538 555,48	
Achats revendus (2) de marchandises	420 154 565,75		420 154 565,75	287 122 304,66	
Achats consommés (2) de matières et fournitures	3 461 485 225,12		3 461 485 225,12	3 488 266 446,64	
Autres charges externes	403 734 153,67	118 711,35	403 852 865,02	337 628 990,14	
Impôts et taxes	6 027 866,00		6 027 866,00	5 603 164,80	
Charges de personnel	280 739 516,82		280 739 516,82	286 199 990,00	
Autres charges d'exploitation	2 412 867,26		2 412 867,26	2 530 000,00	
Dotations d'exploitation	197 297 170,83		197 297 170,83	260 187 659,24	
TOTAL II	4 771 851 365,45	118 711,35	4 771 970 076,80	4 667 538 555,48	
III RÉSULTAT D'EXPLOITATION (I - II)	182 014 882,93	-118 711,35	181 896 171,58	256 331 342,64	
FINANCIER					
IV Produits financiers	37 116 656,71		37 116 656,71	23 456 718,77	
Produits des titres de participation et autres titres immobilisés	1 001 687,75		1 001 687,75	-	
Gains de change	12 360 149,44		12 360 149,44	3 814 498,31	
Intérêts et autres produits financiers	22 603 751,25		22 603 751,25	16 254 262,25	
Reprises financières : transferts de charges	1 151 068,27		1 151 068,27	3 387 958,21	
TOTAL III	37 116 656,71		37 116 656,71	23 456 718,77	
V Charges financières	135 358 657,00		135 358 657,00	29 190 198,46	
Charges d'intérêts	11 711 248,24		11 711 248,24	16 554 246,72	
Pertes de change	10 819 326,36		10 819 326,36	3 949 598,44	
Autres charges financières	6 393 526,27		6 393 526,27	8 413 230,23	
Dotations financières	106 434 556,13		106 434 556,13	273 123,07	
TOTAL IV	135 358 657,00		135 358 657,00	29 190 19	

ÉTAT DES SOLDES DE GESTION (E.S.G)

DU 01/01/2025 AU 31/12/2025

	DÉSIGNATION	EXERCICE	EXERCICE PRÉCÉDENT
1	Ventes de Marchandises (en l'état)	268 192 428	171 888 697
2	- Achats revendus de marchandises	420 154 566	287 122 305
I	= MARGE BRUTES VENTES EN L'ÉTAT	-151 962 137	-115 233 608
	+ PRODUCTION DE L'EXERCICE (3+4+5)	4 549 759 617	4 550 588 097
II	3 Ventes de biens et services produits	4 472 247 045	4 605 832 082
4	Variation stocks produits	77 512 572	-55 243 985
5	Immobilisations produites par l'entreprise pour elle-même		
III	= CONSOMMATIONS DE L'EXERCICE(6+7)	3 865 338 090	3 825 895 437
6	Achats consommés de matières et fournitures	3 461 485 225	3 488 266 447
7	Autres charges externes	403 852 865	337 628 990
IV	= VALEUR AJOUTÉE (I+II+III)	532 459 390	609 459 052
8	+ Subventions d'exploitation	276 994	534 656
9	- Impôts et taxes	6 027 866	5 603 165
10	- Charges de personnel	280 739 517	286 199 990
V	= EXCÉDENT BRUT D'EXPLOITATION (EBE) OU INSUFFISANCE BRUTE D'EXPLOITATION (IBE)	245 969 001	318 190 553
11	+ Autres produits d'exploitation	45 040 851	21 115 268
12	- Autres charges d'exploitation	2 412 867	2 530 000
13	+ Reprises d'exploitation, transferts de charges	90 596 358	179 743 181
14	- Dotations d'exploitation	197 297 171	260 187 659
VI	= RÉSULTAT D'EXPLOITATION (+ou-)	181 896 172	256 331 343
VII	+ RÉSULTAT FINANCIER	-98 242 000	-5 733 480
VIII	= RÉSULTAT COURANT (+ou-)	83 654 171	250 597 863
IX	+ RÉSULTAT NON COURANT	-59 318 924	-123 812 004
15	- Impôts sur les résultats	74 601 350	89 320 470
X	= RÉSULTAT NET DE L'EXERCICE	-50 266 103	37 465 389
- TABLEAU DE FORMATION DES RÉSULTATS (T.F.R)			
1	Résultat net de l'exercice		37 465 389
	Bénéfice +		37 465 389
	Perte -	-50 266 103	
2	+ Dotations d'exploitation (1)	69 404 352	75 037 278
3	+ Dotations financières (1)	6 465 627	5 000
4	+ Dotations non courantes (1)	16 541 089	6 822 476
5	- Reprises d'exploitation (2)	2 570 000	10 719 299
6	- Reprises financières (2)	1 151 068	1 559 292
7	- Reprises non courantes (2)	21 253 472	24 648 029
8	- Produits des cessions d'immobilisation	12 635 833	3 764 837
9	+ Valeurs nettes d'amortiss. Des immo. Cédées		
I	CAPACITÉ D'AUTOFINANCEMENT (C.A.F.)	4 534 592	78 638 688
10	- Distributions de bénéfices	82 894 530	55 263 020
II	= AUTOFINANCEMENT	-78 359 938	23 375 668

(1) À l'exclusion des dotations relatives aux actifs et passif circulants et à la trésorerie.

(2) À l'exclusion des reprises relatives aux actifs circulants et à la trésorerie.

(3) Y compris reprises sur subventions d'investissements.

PRINCIPALES MÉTHODES D'ÉVALUATION SPÉCIFIQUES À L'ENTREPRISE

du 01/01/2025 au 31/12/2025

I- ACTIF IMMOBILISÉ

A- Évaluation à l'entrée

1- Immobilisations en non valeurs

La valeur d'entrée est constituée par le coût de revient de l'immobilisation.

2- Immobilisations incorporelles

La valeur d'entrée est constituée par le coût de revient de l'immobilisation.

3- Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition ou de production, compte tenu des frais nécessaires à la mise en état d'utilisation de ces biens.

4- Immobilisations financières

Sont portées dans ce poste de bilan, les sommes payées pour l'acquisition des titres de participation, ainsi que pour les dépôts et cautionnements.

B- Corrections des valeurs

1- Méthodes d'amortissements

Les méthodes d'amortissement pratiquées sont les méthodes prévues par les règles fiscales en vigueur pour chaque catégorie d'immobilisation

2- Méthodes d'évaluation des provisions pour dépréciation

Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

3- Méthodes de détermination des écarts de Conversion - Actif

Les écarts de conversion sont calculés d'après le taux de change à la date de clôture.

II- ACTIF CIRCULANT

A- Évaluation à l'entrée

1- Stocks

La méthode d'évaluation du Stock à la fin d'exercice est la méthode du premier entrée, premier sorti (FIFO).

2- Créances

Les créances ne sont inscrites en comptabilité pour leur montant nominal. Les créances clients font l'objet, le cas échéant, d'une provision calculée sur la base du risque de non recouvrement.

3- Titres et valeurs de placement

Les titres et valeurs de placement sont estimés à la date de clôture au cours de la valeur à la date de fin d'exercice.

B- Création des valeurs

1- Méthodes d'évaluation des provisions pour dépréciation

Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur nominale brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

2- Méthodes de détermination des écarts de Conversion - Actif

Les écarts de conversion sont calculés d'après le taux de change à la date de clôture.

III- FINANCEMENT PERMANENT

1- Méthodes de réévaluation

Les capitaux propres et dettes de financement sont inscrites à leur valeur nominale.

2- Méthodes d'évaluation des provisions réglementées

Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur nominale brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

3- Dettes de financement permanent

Les dettes de financement sont inscrites en comptabilité pour leur montant nominal.

4- Méthodes d'évaluation des provisions durables pour risques et charges

Une provision pour risques et charges est constituée pour faire face à la charge future ou au risque créés au cours de l'exercice.

5- Méthodes de détermination des écarts de Conversion - Passif

Les écarts de conversion sont calculés d'après le taux de change à la date de clôture.

IV- PASSIF CIRCULANT (Hors trésorerie)

1- Dettes du passif circulant

Les dettes du passif circulant sont inscrites pour leur montant nominal.

2- Méthodes d'évaluation des autres provisions pour risques et charges

Une provision pour risques et charges est constituée pour faire face à la charge future ou au risque créés au cours de l'exercice.

3- Méthodes de détermination des écarts de Conversion - Passif

Les écarts de conversion sont calculés d'après le taux de change à la date de clôture.

V- TRÉSORERIE

1- Trésorerie - Actif

La trésorerie est comptabilisée à la date de son engagement. La société utilise le rapprochement bancaire pour rapprocher ses soldes comptables aux soldes bancaires.

2- Trésorerie - Passif

La trésorerie est comptabilisée à la date de son engagement. La société utilise le rapprochement bancaire pour rapprocher ses soldes comptables aux soldes bancaires.

3- Méthodes d'évaluation des provisions pour dépréciation

Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur nominale brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

Tableau de Financement (MODÈLE NORMAL)

du 01/01/2025 au 31/12/2025

I. SYNTHÈSES DES MASSES DU BILAN	Exercice		Exercice a - b	
	Exercice	Exercice précédent	Emplois	Ressources
	b	a	c	d
Financement permanent	1 573 184 736,68	1 705 107 034,82	131 922 298,14	
Moins actif immobilisé	1 018 378 027,47	1 040 317 980,21		21 939 952,74
= FONDS DE ROULEMENT FONCTIONNEL (1-2) (A)	554 806 709,21	664 789 054,61	109 982 345,40	
Actif circulant	2 889 177 008,00	2 756 933 600,87	132 243 407,13	
Moins Passif circulant	2 349 466 147,00	2 169 847 225,51		179 618 921,49
= BESOINS DE FINANCEMENT GLOBAL (4-5) (B)	539 710 861,00	587 086 375,36	47 375 514,36	
TRÉSORERIE NETTE (ACTIF-PASSIF) A - B	15 095 848,21	77 702 679,25	62 606 830,98	

II. EMPLOIS ET RESSOURCES

	Exercice		Exercice précédent	
	Emplois	Ressources	Emplois	Ressources
I. RESSOURCES STABLES DE L'EXERCICE				
AUTOFINANCEMENT (A)	78 359 938,21		23 375 667,11	
+ Capacité d'autofinancement		4 534 591,79		78 638 687,20
- Distributions de bénéfices	82 894 530,00		55 263 020,09	
CESSIONS ET RÉDUCTIONS D'IMMOBILISATIONS (B)	12 635 833,36		3 764 836,67	
+ Cessions d'immobilisations incorporelles				
+ Cessions d'immobilisations corporelles		12 635 833,36		3 764 836,67
+ Cessions d'immobilisations financières				
+ Récupérations sur créances immobilisées				
AUGMENTATIONS DES CAPITAUX PROPRES ET ASSIMILÉS (C)				
+ Augmentations de capital, apports				
+ Subventions d'investissement				
AUGMENTATION DES DETTES DE FINANCEMENT (D)		9 859 275,00		
(nettes de primes de remboursement)				
TOTAL I. RESSOURCES STABLES (A+B+C+D)	78 359 938,21	22 495 108,36	27 140 503,78	
II. EMPLOIS STABLES DE L'EXERCICE				
ACQUISITIONS ET AUGMENTATIONS D'IMMOBILISATIONS (E)	53 254 957,56		155 242 005,85	
+ Acquisitions d'immobilisations incorporelles				
+ Acquisitions d'immobilisations corporelles	47 135 637,00		144 198 405,73	
+ Acquisitions d'immobilisations financières	6 119 320,56		11 043 600,12	
+ Augmentation des créances immobilisées				
REMBOURSEMENT DES CAPITAUX PROPRES (F)				
REMBOURSEMENT DES DETTES DE FINANCEMENT (G)	862 557,93			
EMPLOIS EN NON VALEURS (H)			4 637 659,95	
TOTAL II. EMPLOIS STABLES (E+F+G+H)	54 117 515,49		159 879 665,80	
III. VARIATION DU BESOIN DE FINANCEMENT GLOBAL (B.F.G.)				
		47 375 514,36		6 184 004,21
IV. VARIATION DE LA TRÉSORERIE				
		- 62 606 830,98		126 555 157,81
TOTAL GÉNÉRAL	132 477 453,70	132 477 453,70	159 879 665,80	159 879 665,80

État des Changements de Méthodes

du 01/01/2025 au 31/12/2025

Nature des Changements	Justification des Changements	Influence sur le Patrimoine, la Situation Financière et les Résultats
I CHANGEMENT AFFECTANT LES MÉTHODES D'ÉVALUATION		
NÉANT	NÉANT	NÉANT
NÉANT	NÉANT	NÉANT
NÉANT	NÉANT	NÉANT
II CHANGEMENT AFFECTANT LES RÈGLES DE PRÉSENTATION		
NÉANT	NÉANT	NÉANT
NÉANT	NÉANT	NÉANT
NÉANT	NÉANT	NÉANT

État des Dérogations

du 01/01/2025 au 31/12/2025

Indication des Dérogations	Justifications des Dérogations	Influence des Dérogations sur le Patrimoine, la Situation Financière et les Résultats
INDICATION DES DÉROGATIONS		
I- Dérogations aux principes comptables fondamentaux	NÉANT	NÉANT
II- Dérogations aux méthodes d'évaluation	NÉANT	NÉANT
III- Dérogations aux règles d'établissement et de présentation des états de synthèse	NÉANT	NÉANT

Détail des Non-Valeurs

du 01/01/2025 au 31/12/2025

Compte Principal	Intitulé	Montant
211	FRAIS PRÉLIMINAIRES	
2111	Frais de constitution	
2112	Frais préalables au démarrage	
2113	Frais d'augmentation du capital	
2114	Frais sur opérations de fusions, scissions et transformations	
2116	Frais de prospection	
2117	Frais de publicité	
2118	Autres frais préliminaires	
212	CHARGES À RÉPARTIR SUR PLUSIEURS EXERCICES	93 271 921,69
2121	Frais d'acquisitions des immobilisations	
2125	Frais d'émission des emprunts	
2128	Autres charges à répartir	93 271 921,69
213	PRIME DE REMBOURSEMENT DES OBLIGATIONS	
2130	Primes de remboursements des obligations	
	TOTAL	93 271 921,69

Tableau des Immobilisations autres que Financières

du 01/01/2025 au 31/12/2025

N A T U R E	MONTANT BRUT DÉBUT EXERCICE	AUGMENTATION			DIMINUTION			MONTANT BRUT FIN EXERCICE
		Acquisition	Production par l'entreprise pour elle-même	Virement	Cession	Retrait	Virement	
IMMOBILISATION EN NON-VALEURS	93 271 922	-	-	-	-	-	-	93 271 922
* Frais préliminaires	-	-	-	-	-	-	-	-
* Charges à répartir sur plusieurs exercices	93 271 922	-	-	-	-	-	-	93 271 922
* Primes de remboursement obligations	-	-	-	-	-	-	-	-
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	232 950 562	-	-	-	-	-	-	232 950 562
* Immobilisation en recherche et développement	-	-	-	-	-	-	-	-
* Brevets, marques, droits et valeurs similaires	142 681 873	-	-	-	-	-	-	142 681 873
* Fonds commercial	90 268 688	-	-	-	-	-	-	90 268 688
* Autres immobilisations incorporelles	-	-	-	-	-	-	-	-
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	2 332 481 818	47 135 637	-	59 341 393	26 630 176	-	59 341 393	2 352 987 279
* Terrains	64 771 013	-	-	-	-	-	-	64 771 013
* Constructions	300 858 112	-	-	345 220	-	-	-	301 203 332
* Installat. techniques, matériel et outillage	1 709 061 205	-	-	52 076 165	-	-	-	1 761 137 370
* Matériel de transport	51 711 079	-	-	-	26 630 176	-	-	25 080 903
* Mobilier, matériel bureau et aménagements	108 799 254	-	-	6 920 009	-	-	-	115 719 262
* Autres immobilisations corporelles	-	-	-	-	-	-	-	-
* Immobilisations corporelles en cours	97 281 154	47 135 637	-	-	-	-	59 341 393	85 075 398
TOTAL GÉNÉRAL	2 658 704 300,96	47 135 637	-	59 341 393	26 630 176	-	59 341 393	2 679 209 762

Tableau des Amortissements

du 01/01/2025 au 31/12/2025

N A T U R E	Cumul début exercice	Dotation de l'exercice	Amortissement sur les immobilisations sorties	Cumul d'amortissement en fin d'exercice
	1	2	3	4 = 1 + 2 - 3
IMMOBILISATION EN NON-VALEURS	59 751 934	9 311 031	-	69 062 965
* Frais préliminaires	-	-	-	-
* Charges à répartir sur plusieurs exercices	59 751 934	9 311 031	-	69 062 965
* Primes de remboursement des obligations	-	-	-	-
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	52 572 543	4 185 624	-	56 758 167
* Immobilisation en recherche et développement	-	-	-	-
* Brevets, marques, droits et valeurs similaires	52 572 543	4 185 624	-	56 758 167
* Fonds commercial	-	-	-	-
* Autres immobilisations incorporelles	-	-	-	-
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	1 881 589 952	56 444 365	26 690 844	1 911 343 472
* Terrains	-	-	-	-
* Constructions	243 402 388	10 563 432	60 668	253 905 152
* Installations techniques, matériel et outillages	1 485 305 153	43 450 533	-	1 528 755 686
* Matériel de transport	51 711 079	-	26 630 176	25 080 903
* Mobilier, matériel de bureau et aménagements divers	101 171 331	2 430 400	-	103 601 731
* Autres immobilisations corporelles	-	-	-	-
* Immobilisations corporelles en cours	-	-	-	-
TOTAL GÉNÉRAL	1 993 914 428	69 941 020	26 690 844	2 037 164 604

Tableau des Titres de Participation

du 01/01/2025 au 31/12/2025

Raison sociale de la société émettrice	N° IF	Secteur d'activité	Capital social	Participation au capital en %	Prix d'acquisition global	Valeur nette comptable	Extrait des derniers états de synthèse de la société émettrice			Produits inscrits au C.P.C de l'exercice
							Date de clôture	Situation nette	Résultat net	
1	2	3	4	5	6	7	8	9		
SCI YAM	0	IMMOBILIER	10 000,00	50,00	5 000,00	0,00	31/12/2025	-845 642,86	-49 777,80	31 740,80
D A M A	0	IMMOBILIER	4 000,00	98,75	217 250,00	217 250,00	31/12/2025	0,00	0,00	0,00
C E L A C O	0	DISTRIBUTION	3 000 000,00	23,99	719 700,00	0,00	31/12/2025	0,00	0,00	0,00
ASTRA MAROC	0	DIVERS	400 000,00	99,93	566 923,30	0,00	31/12/2025	-1 680 187,45	-128 066,29	77 710,29
FIREAL (C & F.)	0	DIVERS	4 000 000,00	99,96	19 420 445,71	19 420 445,71	31/12/2025	31 427 081,77	774 903,52	0,00
S O T R A N I	0	DIVERS	250 000,00	2,51	6 280,00	0,00	31/12/2025	0,00	0,00	0,00
LA RAFFINERIE AFRICAINE	0	OLÉAGINEUX	12 678 084,06	34,00	17 163 234,01	17 163 234,01	31/12/2025	38 731 868,69	0,00	0,00
CRISTAL TUNISIE	0	OLÉAGINEUX	20 697 509,55	93,88	58 522 862,16	10 124 800,12	31/12/2025	-2 790 135,94	-1 725 876,52	0,00
STE D'EXPLOITATION OLIVE	0	OLÉOCULTURE	32 000 000,00	100,00	31 999 700,00	31 999 700,00	31/12/2025	18 283 698,19	-11 095 320,50	1 534 562,72
LES DOMAINES JAWHARA	0	OLÉOCULTURE	32 000 000,00	100,00	32 000 000,00	32 000 000,00	31/12/2025	53 506 590,79	950 285,01	203 794,41
GIOM	0	GIE - OLÉAGINEUX	500 000,00	50,00	250 000,00	250 000,00	31/12/2025	1 558 361,47	-422 129,58	2 128 021,77
LESIEUR CRISTAL CÔTE D'IVOIRE	0	INDUSTRIEM	166 398,08	100,00	166 398,08	0,00	31/12/2025	0,00	0,00	108 538,48
OLIVCO	0	OLÉOCULTURE	100 000,00	100,00	5 000 000,00	5 000 000,00	31/12/2025	-13 630 629,93	-296 780,21	1 626 620,70
LESIEUR CRISTAL INC	0	HUILE D'OLIVE	9 929 000,00	100,00	9 929 000,00	0,00	31/12/2025	-3 111 152,85	-674 298,39	0,00
INDUSALIM	0	MARGARINE	10 000 000,00	100,00	175 000 000,00	175 000 000,00	31/12/2025	132 203 971,49	21 235 326,44	0,00
TLC	0	DISTRIBUTION	3 000 000,00	100,00	3 000 000,00	0,00	31/12/2025	-10 832 826,90	-505 322,97	484 438,15
C O S T O M A	0	OLÉAGINEUX	300 000,00	0,00	1 082,00	1 082,00	31/12/2025	4 192 038,43	-946 761,01	0,00
C I C A V E T	0	PROVENDIERS	10 000,00	0,00	500,00	500,00	31/12/2025	0,00	0,00	0,00
CITE III DES JEUNES	0	IMMOBILIER	1 598 000,00	0,00	4 505,00	4 505,00	31/12/2025	0,00	0,00	0,00
H.S.M	0	DIVERS	2 760 000,00	0,00	359,10	359,10	31/12/2025	0,00	0,00	0,00
S.G.A	0	DIVERS	0,00	0,00	100,00	100,00	31/12/2025	0,00	0,00	0,00
DISTRA	0	DIVERS	127 936 000,00	0,00	1,00	1,00	31/12/2025	0,00	0,00	0,00
O LEOR	0	OLÉAGINEUX	20 250 000,00	100,00	90 000 000,00	47 802 534,22	31/12/2025	47 802 534,21	1 123 374,83	0,00
C O M A H A	0	OLÉAGINEUX	21 000,00	49,05	9 984,00	0,00	31/12/2025	0,00	0,00	0,00
S I K A F	0	OLÉAGINEUX	300 000,00	100,00	499 624,43	0,00	31/12/2025	-5 375 217,38	0,00	248 481,95
H.G.M.O	0	OLÉAGINEUX	1 500 000,00	99,96	4 874 940,92	1 415 500,74	31/12/2025	1 415 500,74	27 138,09	0,00
Sous-Total			283 409 991,69		449 357 889,71	340 400 011,90		290 855 852,48	8 266 694,62	6 443 909,27

Tableau des Titres de Participation (Suite)

du 01/01/2025 au 31/12/2025

Raison sociale de la société émettrice	N° IF	Secteur d'activité	Capital social	Participation au capital en %	Prix d'acquisition global	Valeur nette comptable	Extrait des derniers états de synthèse de la société émettrice			Produits inscrits au C.P.C de l'exercice
							Date de clôture	Situation nette	Résultat net	
							6	7	8	
1	2	3	4	5	6	7	8	9		
SOPROTA	0	PROVENDIERS	5 000 000,00	73,61	3 926 778,98	0,00	31/12/2025	-30 478 122,79	-1 435 107,49	1 417 085,02
SHOM	0	SAVONNERIE	100 000,00	99,70	9 310 687,78	9 310 687,78	31/12/2025	13 392 005,04	363 898,74	0,00
POSAMA	0	PRODUITS MER	400 000,00	99,63	912 191,38	912 191,38	31/12/2025	0,00	0,00	0,00
HAY EL HABAIB	0	IMMOBILIER	100 000,00	100,00	46 083 755,04	46 083 755,04	31/12/2025	65 279 307,76	7 522 004,88	0,00
CITÉ MNE SIDI OTHMANE	0	IMMOBILIER	1 097 660,00	0,24	2 630,00	2 630,00	31/12/2025	0,00	0,00	0,00
CITÉ I DES JEUNES	0	IMMOBILIER	739 200,00	0,34	2 500,00	2 500,00	31/12/2025	0,00	0,00	0,00
CITÉ II DES JEUNES	0	IMMOBILIER	1 458 000,00	0,69	14 500,00	14 500,00	31/12/2025	0,00	0,00	0,00
SOCICA	0	IMMOBILIER	956 760,00	2,25	13 605,00	13 605,00	31/12/2025	0,00	0,00	0,00
OLEOSEN	0	OLÉAGINEUX	137 754 981,00	94,75	63 055 972,58	0,00	31/12/2025	-156 448 590,00	0,00	4 513 134,38
Total			431 016 592,69	471,21	572 680 510,47	396 739 881,10		182 600 452,49	6 450 796,13	5 930 219,40

Tableau des Provisions

du 01/01/2025 au 31/12/2025

NATURE	MONTANT DEBUT EXERCICE	DOTATIONS			REPRISES			MONTANT FIN EXERCICE
		D'exploitation	Financières	Non courantes	D'exploitation	Financières	Non courantes	
1. Provisions pour dépréciation de l'actif immobilisé	199 813 464,42		6 465 626,73			1 151 068,27		205 128 022,88
2. Provisions réglementées	53 381 872,58			941 089,41			21 253 471,65	33 069 490,34
3. Provisions durables pour risques et charges	13 398 324,56	4 050 000,00		15 000 000,00	6 496 000,00			25 952 324,56
SOUS TOTAL (A)	266 593 661,56	4 050 000,00	6 465 626,73	15 941 089,41	6 496 000,00	1 151 068,27	21 253 471,65	264 149 837,78
4. Provisions pour dépréciation de l'actif circulant (hors trésorerie)	333 029 971,40	83 908 016,05	99 968 929,40		39 101 168,52			477 805 748,33
5. Autres Provisions pour risques et charge	59 337 154,12	43 984 802,88			44 925 189,71			58 396 767,29
6. Provisions pour dépréciation des comptes de trésorerie	-							-
SOUS TOTAL (B)	392 367 125,52	127 892 818,93	99 968 929,40	-	84 026 358,23	-	-	536 202 515,62
TOTAL (A+B)	658 960 787,08	131 942 818,93	106 434 556,13	15 941 089,41	90 522 358,23	1 151 068,27	21 253 471,65	800 352 353,40

Tableau des Créances

du 01/01/2025 au 31/12/2025

Créances	Total	Analyse par Échéance			Autres Analyses			
		Plus d'un an	Moins d'un an	Échues et non recouvrées	Montants en Devises	Montants sur l'État et Organismes Publics	Montants sur les Entreprises liées	Montants Représentés par Effets
De l'Actif Immobilisé	8 780 381,45	8 780 381,45	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Prêts immobilisés	4 789 918,23	4 789 918,23						
- Autres créances financières	3 990 463,22	3 990 463,22						
De l'actif circulant	1 717 190 192,14	0,00	846 508 467,93	870 681 724,53	301 331 592,25	427 816 352,38		26 734 149,57
- Fournisseurs débiteurs avances et acomptes	53 091 986,70		43 487 916,15	9 604 070,55	4 125 356,78			
- Clients et comptes rattachés	813 373 465,01		613 281 876,26	200 091 588,75	87 741 346,13			26 734 149,57
- Personnel	11 814 269,44		7 024 351,21	4 789 918,23				
- État	427 816 352,38		27 735 148,21	400 081 204,17	11 258 489,96	427 816 352,38		
- Comptes d'associés	403 094 182,00		154 979 176,10	248 115 006,22	198 206 399,38			
- Autres débiteurs	7 557 106,29			7 557 106,29				
- Compte de régularisation actif	442 830,32			442 830,32				
T O T A U X	1 725 970 573,59	8 780 381,45	846 508 467,93	870 681 724,53	301 331 592,25	427 816 352,38		26 734 149,57

Tableau des Dettes

du 01/01/2025 au 31/12/2025

Dettes	Total	Analyse par Échéance			Autres Analyses			
		Plus d'un an	Moins d'un an	Échues et non payées	Montants en Devises	Montants sur l'État et Organismes Publics	Montants sur les Entreprises liées	Montants Représentés par Effets
DE FINANCEMENT	8 996 717,07	8 134 159,14	862 557,93	0,00	0,00	0,00		0,00
- Emprunts obligataires	0,00							
- Autres dettes de financement	8 996 717,07	8 134 159,14	862 557,93					
DU PASSIF CIRCULANT	2 291 069 379,58	0,00	2 001 111 433,56	289 957 946,02	35 573 696,39	66 789 088,21		1 580 251 908,00
- Fournisseurs et comptes rattachés	1 923 174 786,79		1 787 366 029,72	135 808 757,07	34 665 785,47			1 580 251 908,00
- Clients créditeurs, avances et acomptes	2 332 306,80		1 578 592,46	753 714,34	907 910,92			
- Personnel	24 577 927,27		19 660 965,62	4 916 961,65				
- Organismes sociaux	24 228 726,06		21 793 831,69	2 434 894,37		24 228 726,06		
- État	42 560 362,15		32 821 624,77	9 738 737,38		42 560 362,15		
- Comptes d'associés	272 638 602,00		137 890 389,30	134 748 212,70				
- Autres créanciers	1 556 668,51			1 556 668,51				
- Comptes de régularisation - Passif	0,00							
T O T A U X	2 300 066 096,65	8 134 159,14	2 001 973 991,49	289 957 946,02	35 573 696,39	66 789 088,21		1 580 251 908,00

Tableau des Suretés Réelles Données ou Reçues

du 01/01/2025 au 31/12/2025

Tiers Débiteurs ou Tiers Crédeurs	Montant couvert par la sureté	Nature (1)	Date et Lieu d'inscription	Objet (2)(3)	V.N.C. de la sureté donnée
Sûreté donnée					
Sûreté reçue					
Hypothèques sur prêts	1 170 000,00	2	1990 à 1996 - Casablanca	Données par les bénéficiaires	

Engagements Financiers Reçus ou Donnés Hors Opérations de Crédit-Bail

du 01/01/2025 au 31/12/2025

Engagements Donnés	Montants Exercice	Montants Exercice Précédent
Avals et cautions	437 666 885,18	401 635 296,58
Engagements en matière de pensions de retraites et obligations	267 965 148,00	244 477 489,00
Autres engagements donnés (1)	1 962 294 017,50	1 186 934 003,65
* Couvertures à terme en devise, soit :		
- 205 311 138,90 \$ au cours moyen de 9,1443 soit 1 877 431 732,63 DH		
- 3 800 000 € au cours moyen de 10,4901 soit 39 862 284,42 DH		
Engagements reçus		
Engagements reçus (2)	14 539 310,97	49 850 961,21
* Couvertures à terme en devise, soit :		
- 153 563,68 \$ au cours moyen de 9,6362 soit 1 479 763,29 DH		
- 1 225 299,10 € au cours moyen de 10,6583 soit 13 059 547,68 DH		

PASSIF ÉVENTUEL

Les déclarations fiscales de l'Impôt sur les Sociétés (IS), de la Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA), Les déclarations de l'impôt sur le Revenu pour les exercices de 2024 et 2025. Ainsi que les déclarations de la CNSS des années 2022, 2023, 2024 et 2025 n'étant pas prescrites : elles peuvent faire l'objet de vérification, et donner lieu à d'éventuels redressements.



4, Rue Haddi Jabouli (Ex Rue Frisi)
Anfa-Casablanca
Maroc

Aux Actionnaires de la société
LESIEUR CRISTAL S.A.
Casa Business Towers, Tour Mainstreet
Bd Main Street, Casa Anfa
Casablanca

RAPPORT GENERAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES EXERCICE DU 1^{ER} JANVIER AU 31 DECEMBRE 2025

AUDIT DES ETATS DE SYNTHESE

Opinion

Conformément à la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des états de synthèse ci-joints de la société LESIEUR CRISTAL S.A., qui comprennent le bilan au 31 décembre 2025, le compte de produits et charges, l'état des soldes de gestion, le tableau de financement pour l'exercice clos à cette date, ainsi que l'état des informations complémentaires (ETIC). Ces états de synthèse font ressortir un montant de capitaux propres et assimilés de 1 538 235 695 MAD dont une perte nette de 50 266 103 MAD.

Nous certifions que les états de synthèse cités au premier paragraphe ci-dessus sont réguliers et sincères et donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société LESIEUR CRISTAL S.A au 31 décembre 2025, conformément au référentiel comptable admis au Maroc.

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit selon les Normes de la Profession au Maroc. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états de synthèse » du présent rapport. Nous sommes indépendants de la société conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à l'audit des états de synthèse au Maroc et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Questions clés de l'audit

Les questions clés de l'audit sont les questions qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes dans l'audit des états de synthèse de la période considérée. Ces questions ont été traitées dans le contexte de notre audit des états de synthèse pris dans leur ensemble et aux fins de la formation de notre opinion sur ceux-ci, et nous n'exprimons pas une opinion distincte sur ces questions.

• Evaluation des titres de participation

Risque identifié

Au 31 décembre 2025, la valeur nette comptable des titres de participation s'élève à 396 740 KMAD. Les titres de participation sont comptabilisés à leur valeur d'acquisition et lorsque la valeur actuelle des titres est inférieure à la valeur nette comptable, une analyse est effectuée par le management pour déterminer la dépréciation à constater.

La valeur actuelle est déterminée, pour chaque titre, par référence à une méthode d'évaluation fondée sur les éléments disponibles tels que l'actualisation des flux futurs, la juste valeur pour le cas des actifs biologiques ou l'actif net réévalué, pour apprécier les perspectives de rentabilité.

En conséquence, nous avons considéré ce sujet comme un point clé de l'audit compte tenu de l'importance de ce poste dans les états de synthèse et du niveau de jugement exercé pour l'estimation du risque sur les titres de participation ainsi que le degré d'incertitude lié à cette estimation à cause de la sensibilité des modèles utilisés ou variations de données et d'hypothèses sur lesquelles se fondent ces estimations.

Réponse d'audit

Dans le cadre de nos diligences, nous avons procédé à :

- L'examen, sur la base d'échantillons, de la justification des méthodes d'évaluation et des éléments chiffrés utilisés par la société pour déterminer les valeurs actuelles ;
- La vérification de la cohérence des données retenues dans la réalisation des tests de dépréciation des titres de participation avec les données source des entités ;
- La vérification par sondage de l'exactitude arithmétique des calculs des valeurs d'utilité retenues par la société.

• Dépréciation des créances clients

Risque identifié

Au 31 décembre 2025, la valeur nette des créances clients s'élève à 586 181 KMAD représentant 15% du total bilan de la société. La Direction évalue les créances clients selon les modalités exposées dans la note A1 de l'état des informations complémentaires (ETIC). La dépréciation fait l'objet d'une appréciation au cas par cas en fonction des risques encourus.

En conséquence, nous avons considéré ce sujet comme un point clé de l'audit compte tenu de l'importance de ce poste dans les états de synthèse et du niveau de jugement requis par la direction pour l'estimation des provisions.

Réponse d'audit :

Dans le cadre de nos diligences, nous avons examiné les principes d'identification des créances douteuses et les méthodes de dépréciation des créances clients, en procédant à :

- L'analyse des hypothèses retenues pour calculer les provisions pour dépréciation des créances clients, notamment à travers l'examen de la balance âgée et de l'analyse des retards de paiement ;
- L'analyse des paiements reçus après la date de clôture pour les créances clients échues à forte antériorité les plus significatives ;
- La vérification du calcul de la provision pour dépréciation afin de s'assurer de sa conformité avec les règles définies par la société ;
- La circularisation des avocats et l'analyse des réponses reçues, afin d'identifier d'éventuelles difficultés de recouvrement qui n'auraient pas donné lieu au traitement comptable approprié.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états de synthèse

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états de synthèse, conformément au référentiel comptable en vigueur au Maroc, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états de synthèse exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

En conséquence, nous avons considéré ce sujet comme un point clé de l'audit compte tenu de l'importance de ce poste dans les états de synthèse et du niveau de jugement exercé pour l'estimation du risque sur les titres de participation ainsi que le degré d'incertitude lié à cette estimation à cause de la sensibilité des modèles utilisés ou variations de données et d'hypothèses sur lesquelles se fondent ces estimations.



76, Bd Abdoumoumen
Résidence Koutoubia, 7ème étage
Casablanca - Maroc

Réponse d'audit

Dans le cadre de nos diligences, nous avons procédé à :

- L'examen, sur la base d'échantillons, de la justification des méthodes d'évaluation et des éléments chiffrés utilisés par la société pour déterminer les valeurs actuelles ;
- La vérification de la cohérence des données retenues dans la réalisation des tests de dépréciation des titres de participation avec les données source des entités ;
- La vérification par sondage de l'exactitude arithmétique des calculs des valeurs d'utilité retenues par la société.

• Dépréciation des créances clients

Risque identifié

Au 31 décembre 2025, la valeur nette des créances clients s'élève à 586 181 KMAD représentant 15% du total bilan de la société. La Direction évalue les créances clients selon les modalités exposées dans la note A1 de l'état des informations complémentaires (ETIC). La dépréciation fait l'objet d'une appréciation au cas par cas en fonction des risques encourus.

En conséquence, nous avons considéré ce sujet comme un point clé de l'audit compte tenu de l'importance de ce poste dans les états de synthèse et du niveau de jugement requis par la direction pour l'estimation des provisions.

Réponse d'audit :

Dans le cadre de nos diligences, nous avons examiné les principes d'identification des créances douteuses et les méthodes de dépréciation des créances clients, en procédant à :

- L'analyse des hypothèses retenues pour calculer les provisions pour dépréciation des créances clients, notamment à travers l'examen de la balance âgée et de l'analyse des retards de paiement ;
- L'analyse des paiements reçus après la date de clôture pour les créances clients échues à forte antériorité les plus significatives ;
- La vérification du calcul de la provision pour dépréciation afin de s'assurer de sa conformité avec les règles définies par la société ;
- La circularisation des avocats et l'analyse des réponses reçues, afin d'identifier d'éventuelles difficultés de recouvrement qui n'auraient pas donné lieu au traitement comptable approprié.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états de synthèse

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états de synthèse, conformément au référentiel comptable en vigueur au Maroc, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états de synthèse exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états de synthèse, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions se rapportant à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider la société ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de la société.

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états de synthèse

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états de synthèse pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes de la profession au Maroc permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, individuellement ou collectivement, elles puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états de synthèse prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes de la profession au Maroc, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- nous identifions et évaluons les risques que les états de synthèse comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la société ;
- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière ;
- nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états de synthèse au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener la société à cesser son exploitation ;
- nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états de synthèse, y compris les informations fournies dans l'ETIC, et apprécions si les états de synthèse représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

VERIFICATIONS ET INFORMATIONS SPECIFIQUES

Nous avons procédé également aux vérifications spécifiques prévues par la loi et nous nous sommes assurés notamment de la sincérité et de la concordance, des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'administration destiné aux actionnaires avec les états de synthèse de la société.

Casablanca, le 23 avril 2026

Les Commissaires aux Comptes

HDID & ASSOCIÉS

Mohamed HDID
Associé Gérant

FORVIS MAZARS

Adnane LOUKILI
Associé